

CDEN du 25 novembre 2021

Déclaration préalable de l'UNSA Éducation

M. le Préfet, M. le Président du Conseil Départemental, M. le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

En introduction de cette déclaration, nous souhaitons rendre hommage à la mémoire de Samuel PATY. Un an après, l'émotion est intacte à l'évocation de l'assassinat de notre collègue ; Samuel Paty a été la victime du fanatisme et de l'obscurantisme en voulant éduquer les plus jeunes afin de leur permettre de vivre libres et égaux. Nous devons continuellement porter en nous son souvenir et poursuivre son œuvre.

En cette journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, l'UNSA Éducation rappelle que notre fédération soutient et relaie toutes les initiatives destinées à enrayer cette réalité intolérable.

L'Unsa-Éducation et le SE-Unsa expriment leur plus vive préoccupation face à la situation sociale de Guadeloupe et de Martinique. Le climat de violence en Guadeloupe a mis et continue de mettre en danger des femmes, des hommes et des enfants. Il ne faudrait pas que la violence que nous condamnons éclipse les difficultés profondes et chroniques de ce département comme de l'ensemble des Antilles, les alertes ont été nombreuses. Accepteriez-vous que nos élèves soient sans eau courante de façon récurrente dans leurs écoles et établissements ? un exemple parmi d'autres...

L'UNSA Éducation tenait à alerter solennellement les représentants présents en ce CDEN sur l'état de santé et fatigue des personnels de l'Éducation. Ceux-ci n'en peuvent plus et il est temps que notre ministre et ses représentants locaux se rendent compte de la réalité du quotidien de ses personnels. Toutes les remontées que nous avons montrent un mal être inquiétant des personnels, nous tenions à en faire part de manière officielle aujourd'hui, nous l'avons fait au niveau départemental et académique auprès du recteur et du directeur académique. Ce n'est pas une extrapolation syndicaliste, d'ailleurs nombre de médias ont relayé ce constat.

Dans un contexte où nous avons déjà pu largement dénoncer le manque de postes, cette année scolaire présente la particularité du nombre important d'agents qui manquent pour occuper ces postes. C'est le cas dans le 1^{er} degré puisqu'un nombre conséquent de remplaçants occupe des postes non pourvus à l'année. La situation étant difficile, on recrute des contractuels, cela coûte moins cher. Leur nombre nous interpelle (plus de 20 aux dernières nouvelles) et nous espérons qu'ils signeront des contrats d'au moins quatre mois, le minimum pour avoir une indemnité pour par la suite.

Ce problème de remplacement peut entraîner des fermetures de classes et des directeurs nous ont fait part de leur vive incompréhension car parallèlement des remplaçants étaient déployés pour remplacer des enseignants en formation constellation. M. le Directeur Académique nous vous avons écrit afin que soit priorisé le remplacement pour les personnels en arrêt.

Dans le second degré, il n'y a pas de remplacements possibles dans certaines disciplines car on ne trouve pas de personnels, c'est aussi le cas pour les personnels administratifs en collège et lycées.

L'UNSA Éducation regrette que, malgré la crise épidémique, le regard de l'Exécutif sur le service public n'ait visiblement pas évolué. Les agents publics ont pourtant largement démontré le sens profond qu'ils donnent à leurs missions.

Nos métiers souffrent d'un manque d'attractivité qui s'aggrave. Une part réside dans les rémunérations trop faibles et l'absence de loi de programmation empêche d'y répondre en profondeur. Une autre part réside dans le management du ministère qui nie la professionnalité et les difficultés aiguës des personnels.

Pour en revenir plus précisément à ce bilan de CTSD, nous remercions les services pour les documents de qualité transmis. A la lecture de ceux-ci on ne peut que constater que notre département continue à perdre des élèves dans nos écoles, que la scolarisation des petits continue à diminuer, moins dans le privé que le public.

En collège, alors qu'une hausse globale des effectifs étaient attendue (+182 Segpa compris) finalement il y a 178 élèves de moins. Il semblerait que ces élèves soient partis dans les collèges privés qui perd beaucoup moins d'élèves que prévu. Encore plus inquiétante est la lecture des chiffres qui concernent les lycées généraux et technologiques et professionnels puisqu'au lieu des 472 élèves attendus en plus, il y en a 370 en moins.

Une partie d'entre eux sont sûrement allés vers les lycées privés qui devaient perdre des élèves et qui finalement en gagnent... Rappelons tout d'abord que les lycées costarmoricaains ont des classes chargées, notre département ayant payé un lourd tribut dans les dernières cartes scolaires...

Nous rappelons aussi que la crise Covid a entraîné des répercussions sur les lycées publics qui accueillait à demi-jauge, c'était les instructions officielles, pendant que le privé accueillait ses élèves à plein temps. Cela a forcément joué. Nous continuons à dénoncer la façon dont se met en place le baccalauréat sous sa nouvelle forme, tout est fait encore sans info ou alors dans l'urgence, les précisions du ministère arrivant trop tard dans les établissements... Et nous n'oublions pas les lycées professionnels qui ne sont guère mieux lotis.

Nous souhaiterions savoir où nous en sommes pour l'accompagnement des enfants en situation de handicap.

Localement, il est prévu que l'INSPE déménage dès le 1^{er} janvier 2022 ce que les étudiants refusent et on les comprend et soutient. Nous partageons leurs légitimes interrogations et demandons au(x) représentant(s) du Conseil Départemental présents en cette instance de surseoir à ce déménagement prévu dans un timing et des conditions extrêmement dommageables pour les étudiants et le personnel de l'Inspe. Ils subissent déjà une réforme installée dans l'urgence et cela suffit amplement à leur peine... Au passage, nous rappelons que l'UNSa Éducation s'est opposée dès le départ à cette réforme de la formation et nous continuons à la dénoncer tant cette usine à gaz « made in Blanquer » ne rendra absolument pas plus attractive le métier d'enseignant, bien au contraire...

Bien évidemment, nous terminerons par l'actualité toute récente des nouvelles mesures annoncées ce midi. Ainsi donc va se généraliser le protocole mis à l'essai chez notre voisin morbihannais avant les vacances de Toussaint.

Nous avons pour l'instant beaucoup de doutes sur la faisabilité de ce qui est annoncé et regrettons qu'une fois encore toutes ces nouvelles modalités vont générer beaucoup de travail pour nos collègues directeurs. Et ils seront en première ligne, une fois encore, face aux parents, et l'expérience de ces derniers mois nous montre que c'est parfois bien difficile pour nos collègues directeurs qui ne font pourtant qu'appliquer les directives

officielles. Et nous rappelons aussi, c'est important, qu'ils font classe !

Nous avons des inquiétudes sur la réelle prise en compte de la situation sanitaire par ces mesures et sur la protection des élèves et des personnels et avons nombre d'interrogations. Nationalement le SE-UNSA vient de signifier que c'était **Un changement de stratégie incompréhensible**

Dans la situation actuelle d'une 5^{ème} vague, la limitation des fermetures de classe ne peut pas être le 1^{er} objectif.

La substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle de tests de tous les élèves de la classe concernée selon deux modalités est incompréhensible en matière de stratégie. Quant aux modalités de mise en œuvre, les premières annonces n'ont pas permis de les comprendre. En particulier, les élèves resteront-ils scolarisés durant un certain délai avant de devoir attester d'un test négatif - et alors quel serait ce délai ? - ou leur scolarisation sera-t-elle suspendue en attendant ce résultat ? Un élève qui ne présenterait pas de résultat de test au bout de 7 jours pourrait-il revenir à l'école ?

Pour le SE-Unsa, dans la situation épidémique actuelle, ce changement de stratégie est risqué sur trois aspects au moins :

- la circulation du virus,
- le climat entre l'école et les familles alors que pour la plupart d'entre-elles, elles ne pourront bénéficier de tests à l'école mais devront les faire à l'extérieur,
- la capacité de l'Ecole à gérer le suivi individuel des élèves du point de vue de leurs tests et également de leur scolarisation en présentiel pour les uns, et en continuité pédagogique pour les autres, au fil de l'eau et au gré des résultats des tests.

Le SE-Unsa redoute une désorganisation qui desservirait la lutte contre l'épidémie et ajouterait de la pression sur l'ensemble de la communauté éducative qui jusque-là a réussi à rester unie au bénéfice des élèves.

Le SE-Unsa demande au ministère de discuter au plus vite avec les organisations syndicales pour déterminer chaque détail avant une mise en œuvre qui apparaît aujourd'hui trop floue et trop périlleuse. La question du maintien ou non en classe en attendant le résultat du test est le premier point à clarifier